

Les Amériques en 2005 : quelques faits marquants

Dorval Brunelle *

Pour les fins de la présente chronique, nous allons revenir sur quelques-uns des événements importants qui ont marqué la conjoncture dans les Amériques au cours de l'année 2005. L'idée est de présenter quelques dossiers qui sont susceptibles de retenir l'attention des observateurs et des analystes au cours de la présente année.

Un électorat polarisé au Nord et au Sud

Faut-il voir dans la polarisation des affinités politiques de l'électorat au Nord et au Sud le reflet de grands enjeux économiques et stratégiques, ou faut-il chercher l'explication au seul niveau des conjonctures politiques et électorales intérieures ? Les deux sans doute, comme nous le verrons plus bas. En attendant, la conjoncture politique a été passablement houleuse tout au long de l'année dans les trois Amériques. Si l'Amérique du Nord a semblé bénéficier d'une grande stabilité, ce fut un phénomène de surface. Aux États-Unis d'Amérique (EUA), le fameux capital politique accumulé par le président Bush durant sa campagne électorale de l'été 2004, s'est volatilisé dès les premiers mois de 2005. Au Canada, le gouvernement du premier ministre Paul Martin s'est avéré incapable de se dépêtrer des scandales dans lesquels le gouvernement précédent avait trempé. Quant au Mexique, même si les élections n'auront lieu que le 2 juillet 2006, la campagne électorale bat son plein

depuis plus d'une année, ce qui contribue à pousser hors de l'arène politique un président que la Constitution frappe d'inéligibilité.

En Amérique du Sud, le changement le plus important est sans conteste l'élection d'Evo Morales du *Movimiento al socialismo* (MAS) à la présidence de la Bolivie, un résultat qui vient mettre un terme à plusieurs années de turbulences dans le pays. Cette élection fait suite à la crise politique la plus longue et la plus mouvementée des Amériques ces dernières années, mise à part celle qu'a traversée l'Argentine au tournant du millénaire. La Bolivie, un pays de 11 millions d'habitants, compte parmi les plus pauvres de la planète et ce, malgré qu'il ait été un des premiers, avec l'Argentine encore une fois, à souscrire au modèle néo-libéral de développement fondé sur la libéralisation des marchés et la privatisation des actifs collectifs. Déjà, en 1985, l'hyperinflation avait entraîné des mobilisations d'envergure. Depuis, les démissions politiques des présidents en place se sont succédées à vive allure. En juin 2002, le MAS d'Evo Morales émerge comme la deuxième force politique au pays avec 20,5% des voix, contre 22% pour le *Movimiento Nacionalista Revolucionario* (MNR) de Sanchez de Lozada, un ancien acolyte de Nelson Rockefeller. Le MAS et le *Movimiento indigena Pachacuti* (MIP) obtiennent 41 sièges. L'une de leurs premières revendications hautement symbolique est le droit d'utiliser les langues autochtones (aymara, quechua et

* Directeur de l'Observatoire des Amériques. Professeur titulaire au Département de Sociologie de l'Université du Québec à Montréal.

guarani) dans les débats. Puis, l'année suivante, en juillet et en août 2003, éclate la Guerre du gaz ; 15 journées au terme desquelles les protestataires mettent en fuite le président Sanchez de Losada qui est remplacé par le vice-président, Carlos Mesa. Ce dernier souscrit à un programme politique basé sur les revendications des mouvements sociaux comprenant une nouvelle loi sur les hydrocarbures, un référendum sur les exportations de gaz et la convocation d'une assemblée constituante pour revoir le « pacte social ». Mais le président ne fait pas droit aux engagements souscrits et les mobilisations reprennent de plus belle.

Par ailleurs, il faut aussi prendre en compte le cas de l'Uruguay, où la coalition formée de *Encuentro Progresista* (EP), *Frente Amplio* (FA) et *Nueva Mayoría* (NM) obtient plus de 50% des voix et devient la première majorité parlementaire en 40 ans aux élections du 31 octobre 2004, mais dont le chef, Tabaré Vasquez, n'assumera ses fonctions de président qu'à compter du premier mars 2005.

Enfin, au Chili, la candidate Michelle Bachelet de la *Concertación de Partidos por la Democracia* (CPD), la coalition démocrate chrétienne et socialiste, a remporté les élections le 15 janvier 2006 avec 53,5% des votes contre 46,5% pour Sebastian Piñera de *Renovación Nacional*. Élections historiques qui portent pour une première fois une femme à la tête du pays. Son élection était attendue puisque Michelle Bachelet avait obtenu une confortable majorité (45,9%) devant Sebastian Piñera (25,4%) au premier tour le 11 décembre 2005¹.

Venant après les victoires électorales de Lula au Brésil, de Chavez au Venezuela et de Kirchner en Argentine, ces trois élections semblent confirmer le passage à gauche de l'électorat en Amérique du Sud, une situation qui tranche de manière de plus en plus radicale avec la situation qui prévaut en Amérique du Nord. Cela dit, il convient d'ajouter immédiatement qu'il ne faudrait pas se laisser abuser par les étiquettes ici, car la notion de *gauche* ne porte pas la même signification historique et conjoncturelle au sein de chacun des pays énumérés. Il ne faudrait pas

oublier non plus que rien n'est jamais acquis à ce chapitre, comme en témoignent certains revirements idéologiques et politiques récents, par exemple, celui qui a été effectué par le président démissionnaire de l'Équateur, Lucio Gutierrez. Porté au pouvoir par une vaste coalition de partis et de mouvements progressistes, en novembre 2002, l'ex-colonel et réformateur Gutierrez s'est engagé dans toute une série de compromis qui l'ont conduit à une démission honteuse, en avril 2005. À ce propos, y a-t-il un parallèle à établir entre le cas Gutierrez et l'offre qui a été faite par le président de l'Uruguay, Tabaré Vasquez, en novembre 2005, de négocier un nouveau traité sur les investissements avec les EUA? Et que penser de la proposition qui a été faite en tout début d'année par son ministre de l'économie, Danilo Astori, d'amorcer des négociations en vue de signer un ALE avec les EUA et avec la Chine²?

Quoi qu'il en soit, c'est dans ce contexte foisonnant et contradictoire qu'il sera intéressant de surveiller les quelques cas où cette opposition électorale entre le Nord et le Sud risque d'occuper une place importante dans les prochains scrutins. À cet égard, la situation au Mexique risque de devenir emblématique dans la mesure où, par derrière le choix électoral à venir, c'est toute la question du rattachement idéologique et politique de l'électorat mexicain à l'un ou à l'autre bloc qui pourrait surgir : l'Amérique du Nord versus l'Amérique latine. Dans la même veine, mais à une autre échelle, il sera intéressant de suivre la conjoncture politique à l'intérieur du Canada. En effet, il n'est pas exclus qu'un éventuel glissement de l'électorat vers la droite lors des élections du 23 janvier ait des incidences sur la scène politique au Québec et, en particulier, sur l'accueil que l'opinion publique pourrait réserver à la fusion entre l'Union des forces progressistes et Option citoyenne qui aura lieu en février 2006.

Le libre échange

L'année écoulée a été passablement mouvementée dans les Amériques sur le double plan commercial et stratégique. Si le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) a accumulé les échecs depuis la huitième Rencontre ministérielle des ministres du

¹ Voir à ce sujet : Claire D'Hennezel, «Que choisissent les Chiliens? Enjeux électoraux à 15 ans de la fin des militaires», *Chronique des Amériques*, No 44, Décembre 2005. En ligne : http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chro_dhennezel_05_44bis.pdf

² Voir : Andrés Danza, «Danilo Astori : tratados de libre comercio con EEUU y China », *El Mundo al revés*, 9 janvier 2006. En ligne : www.elmundoalreves.org/Article.do?id=13523

Commerce des Amériques, à Miami, en novembre 2003 - au Sommet extraordinaire des Amériques de Monterrey, en janvier 2004, ainsi qu'au quatrième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des Amériques, à Mar del Plata, en novembre 2005 - la stratégie des négociateurs s'est clairement déplacée en direction du niveau sous-régional. Que ce soit à l'instigation des EUA, au Nord, ou à celle du Brésil et, de plus en plus, du Venezuela, au Sud, on assiste, en effet, à la consolidation progressive de deux blocs régionaux, encore que, au Sud en tout cas, les liens et les maillages entre le MERCOSUR et l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), ne soient pas toujours clairs.

Les EUA, pour leur part, avaient déjà signé un accord de libre-échange (ALE) avec les pays d'Amérique centrale et la République Dominicaine (*Central America Free Trade Agreement-Dominican Republic*, CAFTA-DR, en anglais, ou *Tratado de libre comercio-Estados Unidos Centro America-Republica Dominicana*, TLC-EUCA-RD, en espagnol), le 5 août 2004. Au cours de l'année 2005, ils ont poursuivi la même stratégie en négociant un ALE avec trois des cinq membres de la Communauté andine, la Colombie, l'Équateur et le Pérou. Le 7 décembre dernier, les EUA annonçaient qu'ils avaient conclu un ALE avec le Pérou, tandis que les négociations avec la Colombie et l'Équateur devaient se poursuivre au cours de la présente année. Cependant, autant ces négociations ont pu progresser sans heurts, autant le processus de ratification des accords conclus par les parlements nationaux au cours de l'année ont donné lieu à d'importantes mobilisations de groupes et d'organisations sociales qui leur étaient opposés. On a ainsi assisté à de sérieux affrontements au Guatemala et au Honduras, en mars, au Costa Rica et en République Dominicaine, à l'été, et au Nicaragua, en octobre 2005, avec le résultat que l'entrée en vigueur du CAFTA-DR prévue pour le premier janvier a été suspendue³. D'ailleurs, à ce jour, le Costa Rica ne l'a pas encore ratifié et cet enjeu occupe une place importante dans la campagne électorale en cours en prévision des élections du 5 février 2006.

ALBA, l'aube, en espagnol

³ Voir : Evelyn Iritani, « Anti-trade feelings delay CAFTA », *Miami Herald*, 10 janvier 2006.
En ligne : www.bilaterals.org/article.php3?id_article=3487

L'autre dossier à surveiller de près concerne le projet d'ALBA présenté par Hugo Chavez lors du III^{ème} Sommet des chefs d'États et de gouvernements de l'Association des États des Caraïbes qui a eu lieu sur l'île Margarita en décembre 2001⁴. Autant ce projet avait pu paraître assez utopique et abstrait au départ, dans la mesure où il ne débouchait sur rien de concret, malgré les nombreuses interventions de son promoteur au cours des ans, autant il semble désormais prendre une autre direction, surtout depuis l'accord commercial bilatéral signé entre le Venezuela et Cuba, le 28 avril 2005⁵ et l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUR en fin d'année. Notons également que le projet ALBA est de plus en plus lié à d'autres projets, dont celui de mettre sur pied un consortium régional appelé *Petroleos de América* ou *Petroamérica*. Cette idée avait été avancée à l'origine, en 1995, par les présidents Fernando Henrique Cardoso du Brésil (1995-2003) et Rafael Caldera du Venezuela (1969-74 et 1994-98). Dans un article consacré à *Petroamérica*, Miguel Lora souligne que si les grandes entreprises productrices du Brésil, d'Argentine, du Venezuela, d'Équateur et de Bolivie formaient une alliance, le conglomérat en question contrôlerait 11,5% des réserves mondiales de brut et pourrait influencer sur le marché mondial de l'énergie dominé actuellement par quelques oligopoles⁶.

Le Partenariat sur la sécurité et la prospérité

Le Partenariat sur la sécurité et la prospérité (PSP), signé par les présidents Bush et Fox, ainsi que par le premier ministre Martin, le 23 mars 2005 à Waco, au Texas, risque également d'avoir des retombées importantes, non pas seulement pour le Canada et le Mexique, mais aussi pour les autres partenaires des EUA dans les Amériques.

En effet, le PSP prévoit de nouvelles voies et de nouvelles modalités de collaboration entre les

⁴ L'ALBA reposerait sur les principes directeurs d'une intégration latino-américaine et caribéenne basée sur la justice et la solidarité entre les peuples. Le sigle ALBA signifie *aube* en espagnol. Voir l'article de Marcelo Colussi sur l'ALBA, daté du 17 mai 2005. En ligne : http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1364

⁵ Précisons que plusieurs accords ont été signés entre les deux pays depuis l'Accord de coopération intégrale d'octobre 2000.

⁶ Voir Miguel Lora, *Petroamérica, la estrategia sudamericana para recuperar su soberania energética*, 8 juin 2004.

En ligne : <http://www.rebelion.org/economia/040608ml.htm>

trois partenaires fondées sur un principe de base selon lequel la « sécurité et la prospérité sont interdépendantes et complémentaires », principe de base qui risque de se retrouver dans d'autres négociations que les EUA mèneront à l'avenir dans les Amériques. Pour le moment, son objectif est de créer un cadre d'action nord-américain, afin de surmonter les défis sur le plan de la sécurité et de l'économie⁷. Au niveau de la sécurité, l'approche commune doit permettre de protéger l'Amérique du Nord contre les menaces externes. Quatre objectifs généraux sont définis à cette fin et trois objectifs généraux aux fins de la promotion de la prospérité⁸. À terme, selon le communiqué de presse officiel, « une fois pleinement mises en œuvre, les propositions et les objectifs énoncés dans les plans de travail resserreront significativement la sécurité et les relations économiques entre les trois partenaires nord-américains ». En ce sens, le PSP est conçu pour être un processus de collaboration continu.

Quant à l'origine du PSP, elle est double, publique et privée. Son origine publique la plus directe est *The National Security Strategy of the United States of America*, rendu public en

⁷ Il convient de noter, au départ, que le PSP opte pour une approche à géométrie variable : « le PSP est de nature trilatérale. Bien que deux pays puissent aller de l'avant ensemble, la voie sera tracée pour le troisième ».

⁸ Les programmes pour la sécurité comprennent les quatre grands objectifs suivants : (i) Protéger l'Amérique du Nord contre les menaces externes; (ii) Prévenir les menaces en provenance de l'Amérique du Nord et y répondre; (iii) Améliorer les partenariats concernant le renseignement relatif à la sécurité de l'Amérique du Nord; (iv) Simplifier davantage les mesures de sécurité pour la circulation transfrontalière à faible risque. Tandis que les programmes pour la prospérité comprennent les trois grands objectifs suivants : (i) Améliorer la productivité; (ii) Réduire les coûts commerciaux; (iii) Améliorer la qualité de vie. Mais cette façon de présenter les choses peut induire en erreur dans la mesure où le premier objectif à lui seul comprend onze mesures précises : (a) Coopération en matière de réglementation pour favoriser la croissance; (b) Réduire les coûts pour les entreprises, les producteurs et les consommateurs nord-américains et accroître le commerce transfrontalier (...); (c) Renforcer la coopération en matière de réglementation, y compris au début du processus, pour réduire les obstacles; (d) Collaboration sectorielle pour faciliter le commerce; (e) Explorer de nouvelles approches visant à renforcer la compétitivité des entreprises; (f) Renforcer les marchés énergétiques nord-américains; (g) Améliorer la sécurité et l'efficacité des réseaux de transport nord-américains (...); (h) Travailler vers la libre circulation des capitaux et la prestation efficace de services financiers dans toute l'Amérique du Nord (...); (i) Stimuler et accélérer le commerce technologique transfrontalier (...); (j) Investissement dans nos citoyens; (k) Travailler dans l'optique du Partenariat pour la prospérité et du Partenariat Canada-Mexique dans le but de renforcer notre coopération (...).

septembre 2002. Ce document, à son tour, est très fortement inspiré de deux lois adoptées peu de temps auparavant, le *USA PATRIOT Act* et la *Loi commerciale de 2002*. Quant à son origine privée, on peut citer la conférence prononcée par Thomas d'Aquino devant le Conseil canadien des chefs d'entreprise, le 13 janvier 2003, conférence intitulée *Sécurité et prospérité : vers un nouveau partenariat canado-américain en Amérique du Nord. Profil de l'initiative nord-américaine de sécurité et de prospérité*. Cette double origine conduira à la mise sur pied, le 15 octobre 2004, à l'instigation du *Council on Foreign Relations*, d'un Groupe de travail indépendant sur l'avenir de l'Amérique du Nord. Ce groupe avait pour tâche « d'examiner l'intégration régionale depuis la mise en œuvre de l'ALENA » et il devait se pencher « sur les lacunes des arrangements actuels et suggérer des possibilités de coopération accrue dans des domaines d'intérêt commun »⁹.

Le rapport du Groupe de travail indépendant sur l'avenir de l'Amérique du Nord avait été déposé quelques semaines avant la rencontre de Waco. En bref, le PSP ne se contente pas d'approfondir l'ALENA, il incorpore à l'intégration économique une dimension sécuritaire qui constitue désormais un enjeu à ce point important qu'il surclasse le commerce en tant que tel. À son tour ce surclassement introduit dans la logique commerciale de nouvelles contraintes qui se transformeront en nouvelles barrières non-tarifaires (BNT), mais des barrières qui, à la différence des BNT traditionnelles, ne seront ni négociables ni monnayables pour les deux partenaires des EUA.

Le Canada et le Mexique se trouvent ainsi placés dans la plus contradictoire des positions. Celle d'être tous deux obligés de pourvoir à une menace à la sécurité d'un pays étranger, une menace dont ils ne sont pas en mesure d'évaluer le contenu, tandis qu'ils doivent sanctionner, pour atténuer les menaces en question, des moyens dont ils ne sont pas en mesure d'évaluer la pertinence. C'est ce paradoxe et cette contradiction qui donnent tout son sens et sa portée à l'expression de « communauté économique sécuritaire » que les promoteurs du PSP cherchent à appliquer et à sanctionner à la grandeur de l'Amérique du Nord. En attendant,

⁹ Voir le site Internet du Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE). En ligne : www.ceocouncil.ca/fr/view/?document_id=348&area_id=7

ce resserrement d'un périmètre de sécurité autour de l'Amérique du Nord explique en partie, aussi bien le désintéressement relatif des EUA vis-à-vis de la ZLEA, que leur volonté renouvelée d'enrégimenter d'autres partenaires consentants ailleurs dans les deux autres Amériques.

« *Made in China* »

Le premier événement de l'année 2005, au niveau chronologique en tout cas, en est un qui aura des retombées significatives pour plusieurs pays dans les Amériques, et pour le Québec, en particulier. Il s'agissait de l'arrivée à terme de la protection prévue en vertu de l'Accord multifibre (AMF) négocié en 1995. On se souviendra, en effet, que, dans les négociations commerciales multilatérales, le secteur du vêtement et du textile avait été désigné comme un secteur « sensible ». En conséquence, les pays participant aux accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avaient décidé de s'accorder un sursis de dix ans avant d'étendre l'application des règles de l'OMC à ce secteur.

C'est ainsi que, depuis le premier janvier 2005, le secteur du textile et du vêtement est régi en vertu des règles générales de l'OMC. Or, faute de planification, dans la plupart des cas, mais faute également d'avoir tenu compte des conséquences de l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001, la levée de la protection causera des dommages considérables à l'industrie du textile et du vêtement, non seulement dans les pays développés d'Amérique du Nord¹⁰, mais également dans plusieurs autres pays des Amériques. Cependant, au-delà du problème de la restructuration et de la rationalisation de l'industrie textile qui affecte aujourd'hui des pays aussi différents que les EUA, le Canada, le Mexique ou le Guatemala, il faut aussi compter avec la permutation des rôles et fonctions assumés traditionnellement par les secteurs de la production et ceux de la distribution. Aujourd'hui, ce ne sont plus les manufacturiers qui occupent la position dominante et qui fixent les prix, ce sont les grandes chaînes de distribution, comme Wall-Mart. L'un dans l'autre, c'est-à-dire les problèmes liés à la rationalisation du secteur, d'une part, les

problèmes liés au rôle subalterne désormais dévolu aux manufacturiers, d'autre part, font que la délocalisation devient une variable déterminante dans le développement du secteur. C'est ainsi que, dans plusieurs pays, la dominante au cours de l'année écoulée, au niveau économique en tout cas, a été les fermetures d'usine dans ce secteur.

En un sens, l'arrivée à terme de l'AMF venait confirmer hors de tout doute raisonnable ce que plusieurs voyaient venir depuis au moins deux ans, à savoir que la Chine s'imposait dorénavant en tant que puissance à part entière dans les Amériques, ce que confirmaient par ailleurs toutes les données disponibles sur la progression des importations et des exportations en provenance ou en direction de ce pays. En ce sens, l'intrusion de la Chine impose ses contraintes propres dans les négociations commerciales, comme l'avait relevé l'ex secrétaire-général de l'OEA, César Gaviria, quand il avait imputé l'échec de la huitième Rencontre ministérielle des ministres du commerce des Amériques tenue à Miami, les 20 et 21 novembre 2003, à « la peur de la Chine (qui avait) imprégné l'atmosphère de la rencontre »¹¹. Depuis lors, la question de savoir quel sera l'impact sur les Amériques de l'émergence de la Chine comme puissance commerciale et celle de savoir quelle sera la stratégie des grands acteurs économiques, et des EUA en particulier, face à ce nouveau défi demeurent sans doute deux des questions les plus déterminantes pour les Amériques à l'avenir.

Haïti et Cuba

Enfin, il y a deux pays qui, bien que ne faisant partie d'aucun des ensembles énumérés jusqu'ici¹², n'en devraient pas moins retenir l'attention au cours de l'année.

Le premier est Haïti. Depuis la chute du président Aristide, le 29 février 2004, la Mission de l'ONU pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) maintient quelque 9000 casques bleus sur place, ce qui n'a pas empêché la situation de se dégrader. Malgré l'annonce, en juillet 2004, d'une aide totalisant 1,5 milliards \$US, à peine 10% avaient été versés six mois

¹⁰ La firme Richter Conseil évoque la perte de 11 000 à 25 000 emplois au Québec entre 2001 et 2005. Voir Jean-Luc Pilon, *Le sort de l'industrie du vêtement au Québec dans le contexte actuel de la libéralisation des marchés*, Chronique des Amériques no 2, 12 janvier 2005. En ligne : www.ameriques.uqam.ca

¹¹ Andres Oppenheimer, « Fear of 'Made in China' Speeds Up Deal », *Miami Herald*, 21 novembre 2003.

¹² Haïti est membre de la CARICOM, ce qui n'empêche pas les relations entre l'organisation et le gouvernement Latortue d'être tendues par les temps qui courent.

plus tard. Les raisons invoquées sont l'insécurité grandissante, la corruption, la violence, la lourdeur des institutions internationales et l'administration haïtienne elle-même, dont on dit qu'elle a été cassée par Aristide. C'est dans ce contexte social difficile que, à l'instigation du ministre des Affaires étrangères de France, Michel Barnier, une Conférence internationale sur la reconstruction d'Haïti est convoquée, le 18 mars 2005, à Cayenne en Guyane française. Le Sommet de Cayenne élabore 380 projets dans trois domaines : la reconstruction des infrastructures, la gouvernance et l'accès aux services de base. Cependant, la situation d'ensemble ne s'est pas améliorée depuis, ce dont témoignent les reports successifs des élections qui devaient se tenir à l'automne 2005, en février et en mars de cette année. Mais il n'est pas sûr du tout qu'elles auront lieu aux dates arrêtées¹³.

L'autre pays à surveiller est Cuba, qui vit sous l'empire d'une nouvelle politique économique depuis le 31 mars 2005, date à laquelle Fidel Castro avait prononcé son quatrième discours fleuve sur l'économie en autant de mois. Si l'économie cubaine avait connu une croissance économique de 5% en 2004, il n'en demeurerait pas moins qu'avec les contraintes liées au rationnement et avec la hausse des prix, le résultat net de cette croissance avait été nul pour le consommateur cubain. Ainsi l'objectif premier de la politique était de renforcer le pouvoir d'achat et l'une de ses modalités était de réduire le nombre des monnaies en circulation sur l'île, de trois à deux. En effet, depuis 1994 et jusqu'en 2004, l'économie cubaine opérait *de facto* avec une monnaie nationale, le peso, le dollar américain, ainsi qu'avec le peso cubain convertible ou CUC qui devait, au départ, remplacer le dollar US, mais qui n'y était jamais parvenu. L'idée derrière cette stratégie était double; il s'agissait d'abord et avant tout de renforcer le pouvoir d'achat de la monnaie nationale, afin d'enrayer la fuite vers les monnaies étrangères et vers le dollar surtout, et il s'agissait ensuite d'opérer une ponction sur la valeur du dollar américain. À cette fin, le discours du président prévoyait à la fois la réévaluation du CUC de 8% par rapport au dollar US et l'imposition d'une taxe de 10% sur le billet vert. Tous les commerces qui vendaient en dollars US devaient désormais utiliser le CUC,

faute de quoi ils devaient verser une amende équivalente à 10% de la valeur de la transaction en dollars US. Mais là où la mesure avait le plus de conséquences, c'était sur les bénéficiaires des remises de fond (*remesas*) en dollars US faites par les ressortissants cubains à leur famille, puisque les remises de fond en question étaient elles aussi taxées à hauteur de 10%. On estime à entre 400 millions à un milliard de dollars US la valeur annuelle des envois à Cuba, ce qui constitue un revenu supplémentaire somme toute important pour le gouvernement. Après plusieurs mois d'application, les mesures annoncées en grande pompe n'ont pas permis, contrairement à la prédiction du président, de mettre une cocotte minute à la disposition de toutes les familles. Pire, le travail au noir, l'économie informelle et les combines de tous ordres prennent de plus en plus de place dans l'économie nationale. En somme, la conjoncture pour l'année qui vient s'annonce plutôt morose, alors même qu'on célébrera les quatre-vingts ans de Fidel Castro, le 13 août 2006.

¹³ Voir : Clarens Renois, « Haïti : le calendrier électoral suscite le scepticisme », *Le Devoir*, 9 janvier 2006, page B-3.

ANNEXE :

LES AMÉRIQUES : CALENDRIER ÉLECTORAL 2006

PAYS	DATE	DURÉE DES MANDATS
CHILI	15 janvier	4 ans
CANADA	23 janvier	4 ans
COSTA RICA	5 février	4 ans
HAÏTI	7 février/19 mars	5 ans
PÉROU	9 avril	5 ans
COLOMBIE	Mai	4 ans
MEXIQUE	2 juillet	6 ans
BRÉSIL	1 ^{er} octobre	4 ans
ÉQUATEUR	Octobre	4 ans
NICARAGUA	5 novembre	5 ans
VENEZUELA	Novembre/décembre	6 ans

Sources : adapté de *BBC News*. En ligne <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/americas/4435522.stm#table>